

Conférence de presse conjointe de M. François Mitterrand, Président de la République et de M. Giulio Andreotti, Président du Conseil italien, notamment sur le problème des réfugiés d'Allemagne de l'Est et la lutte contre la drogue, Venise le 5 octobre 1989.

Je ne vois pas ce que je pourrais ajouter à ce qui vient d'être dit par le Président du Conseil des ministres italien, M. Andreotti, dont le récit a été tout à fait complet et qui a exprimé parfaitement les travaux qui nous ont réunis de telle sorte que les positions françaises ont été traduites en très bon italien par M. Giulio Andreotti. De la même façon qu'il traduit très bien en français ses pensées italiennes, ce qui facilite le travail.

- Nous sommes très contents d'être à Venise. Je me rendrai ensuite à Bologne. Chaque fois qu'il nous est donné, - je dis nous, parce que je ne suis pas le seul parmi les Français - à venir dans votre pays, vous amis italiens, c'est quelque chose de plus dans beaucoup de domaines et spécialement dans celui de l'esthétique.

- Je crois que le plus simple, c'est maintenant sur la base de ce qui vient d'être dit, de demander aux journalistes ici présents de bien vouloir nous poser la question de leur choix. Je confirme une invitation faite au Président Cossiga, qui sera en France du 29 au 31 janvier prochain. C'était bien la moindre des choses que nous puissions solennellement dans toutes les formes prévues, exprimer au Président Cossiga, notre amitié et notre respect, porteur qu'il est de l'ensemble des aspirations du peuple italien. Voilà maintenant, nous vous écoutons.\

QUESTION.- Monsieur le Président, avez-vous abordé le problème particulier et spécifique des réfugiés d'Allemagne de l'Est et de la situation à l'Est avant la visite de M. Gorbatchev ?

- LE PRESIDENT.- Nous avons évoqué ce sujet, mais nos dispositions d'esprit sont si semblables que nous n'avons pas jugé nécessaire d'en dire davantage. Vous connaissez notre orientation, celle du gouvernement italien, celle du gouvernement français qui ne peuvent que souhaiter une marche encore plus affirmée vers la démocratie et vers la liberté des pays en question, spécialement de l'Allemagne de l'Est. Nous pensons donc que tout concours qui sera apporté à ces pays pour affirmer leur évolution, tout concours apporté aux personnes qui souffrent de ces choses sera bon en soi. Mais je n'ai pas à préjuger ce qu'en pense M. Gorbatchev, bien que je m'en doute un peu.

- QUESTION.- Monsieur le Président, ce matin même le Prix Nobel de la Paix a été décerné au Dalaï Lama. Est-ce que vous considérez qu'il s'agit là d'un prix politique parce que l'on imaginera que c'est la Chine populaire qui a été sinon visée du moins désignée comme un pays qui n'était pas totalement démocratique.

- LE PRESIDENT.- Je crois que vous devriez faire le voyage à Oslo pour compléter votre information.\

QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous pourriez nous donner des détails sur votre conception de la lutte contre la drogue ? Est-ce qu'elle est inspirée en partie du Plan Bush ou sera-t-elle moins répressive ?

- LE PRESIDENT.- L'intérêt du Plan Bush et ce en quoi je l'approuve totalement c'est qu'il

marque bien qu'il s'agit d'un combat qui doit être engagé de toutes parts contre la drogue, contre sa production, contre ses trafiquants avant d'engager une répression quelconque contre ses utilisateurs. C'est quand même prendre l'affaire dans le bon sens et c'est cela l'essentiel du Plan Bush. De ce point de vue je ne peux que l'approuver sans restriction.

- Le problème des producteurs doit être apprécié avec nuances. Il y a beaucoup de cas dans lesquels cette source d'économie est pratiquement la seule qui reste à des peuples souvent misérables. Quant aux procédures et aux moyens qu'impliquent le Plan Bush pour poursuivre et frapper les utilisateurs, là-dessus la discussion est ouverte et libre, on l'a engagée en France. Il y a des thèses différentes, je suis hors d'état de vous dire qu'elle est la bonne car les meilleurs spécialistes français, les gens les plus dévoués qui y consacrent leur vie sont en pleine discussion, vous le savez. Donc, sur cette partie-là du Plan Bush, je demande à voir mais pour moi ce qui est essentiel c'est que les Etats-Unis d'Amérique par la voix de leur Président se soient engagés dans cette lutte, je l'en approuve et je suis heureux de ce courage montré dans une affaire qui devrait mobiliser tous les honnêtes gens, tous les gens libres du monde.\

QUESTION.- Monsieur le Président, je crois que le problème des transports n'a pas été abordé lors de cette rencontre, je pense que c'est un problème qui vous préoccupe. Est-ce qu'il le sera dans un autre cadre ?

- LE PRESIDENT.- C'est au début de cette année qu'un groupe de travail a été créé entre ministres des transports, pour étudier notamment les problèmes d'intégration de l'Italie dans le réseau européen des trains à grande vitesse. On en est là en effet. Il faut accélérer. C'est en tout cas le point de vue de la France.\